



Déclaration de l'UNSA Éducation de la Drôme

CDEN du 05 Novembre 2020

L'UNSA Éducation souhaite avant toute chose exprimer ses pensées et son soutien, à l'égard de la famille de Samuel Paty et de toute la communauté éducative du collège de Conflans Saint Honorine, et, plus largement à l'ensemble des enseignants qui font leur métier, font vivre dans leurs enseignements les valeurs de la République et la laïcité et défendent la liberté d'expression. Face à un tel acte, l'unité républicaine ne doit rien céder, ni à celles et ceux qui prônent la haine et le rejet, ni à celles et ceux qui remettent en cause la liberté d'expression et attaquent la République.

A l'UNSA Éducation nous savions que la première période scolaire serait difficile et qu'elle l'aurait été même si l'épidémie avait été derrière nous. Et ceci, du fait des défis pédagogiques et éducatifs posés par les ruptures de scolarité en présentiel du printemps dernier. La réalité n'a pas démenti nos prévisions. Avec une épidémie toujours présente, cette première période scolaire a été dense, épuisante et il a fallu travailler à l'accueil de tous les élèves en mettant en place le protocole sanitaire allégé, avec l'inconnue de son évolution, l'impossibilité de se projeter complètement, tout en gardant en tête qu'il faudrait aussi se préparer à retrouver l'alternance voire l'enseignement totalement à distance en cas de nouvelle dégradation de la situation sanitaire.

L'UNSA Éducation voudrait rappeler ce que la réalité du travail d'un personnel de l'éducation nationale est aujourd'hui devenue. Depuis le début de la crise, il lui faut faire face dans l'urgence et travailler les soirs, les week-ends et les vacances à la résolution de problèmes insolubles. Ce rythme infernal est nuisible à notre santé physique et mentale. Les personnels n'en peuvent plus d'être soumis à des injonctions successives et incessantes voire contradictoires.

L'UNSA Éducation souhaite relayer à l'occasion de ce CDEN les deux besoins majeurs et urgents des personnels en ce début de 2^{ème} période scolaire.

Ils veulent avoir **du temps**. Du temps pour mettre en œuvre les préconisations sanitaires. Du temps pour adapter le prescrit au réel des situations et des contextes. C'est pourquoi même si nous comprenons qu'une situation de crise peut conduire à des décisions rapides, **l'UNSA Éducation** demande la mise en place de journées banalisées s'il faut passer prochainement à de nouvelles étapes (nouveau protocole, fonctionnement pédagogique en alternance ou continuité pédagogique) et que dans le 1^{er} degré les animations pédagogiques soient annulées. C'était le sens de la demande faite par **L'UNSA Éducation** à Madame la Rectrice de transformer la journée du 2 novembre une prérentrée pour préparer l'hommage à Samuel Paty, la mise en place du protocole sanitaires et la mise en place du plan Vigipirate attentats.

Ils veulent avoir des moyens. **L'UNSA Éducation** s'est jointe à l'intersyndicale pour demander le 31 octobre solennellement au ministère la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges, lycées que la situation actuelle nécessite. Il y a urgence à avoir recours aux listes complémentaires des concours. Ces moyens sont absolument nécessaires pour remplacer les collègues malades et les personnels en situation vulnérable, (pour lesquels, d'ailleurs, les informations attendues avant la rentrée n'étaient toujours pas arrivées le jour de la rentrée) et les personnels en septaine dont le nombre va s'accroître.

L'UNSA Éducation n'a pas souhaité ajouter à la désorganisation des Ecoles et des EPLE en appelant les collègues à la grève pour la journée de lundi 02 novembre, dans un contexte sanitaire et sécuritaire des plus préoccupants. Et aussi pour qu'un climat serein préside à la minute de silence organisée en hommage à Samuel Paty à 11h00. Mais **L'UNSA Éducation** a déposé une alerte sociale au ministère et apportera localement son soutien aux équipes qui se verraient dans l'obligation de se mobiliser dans les établissements pour faire accepter une organisation qui réponde aux réalités du terrain. Et **L'UNSA Éducation** estime qu'il serait bon que nos responsables au plus haut niveau mesurent bien que le niveau d'écœurement et de colère de nos collègues, tous métiers confondus, sur la façon dont se sont déroulés les derniers jours de « vacances » a atteint des sommets. Cette colère devrait les inquiéter d'autant plus qu'elle touche les personnels d'encadrement. Les personnels de direction et d'inspection, qui ont été pressurisés au printemps et à la rentrée, se sont encore vus mis en demeure de revoir leur copie plusieurs fois à 48h de la reprise du 2 novembre.

Audrey Bonhoure et Frédérique Cérémy pour **L'UNSA Éducation**